

**RÉSOLUTION N° 386**

**BIOTECHNOLOGIE ET BIOSÉCURITÉ AGRICOLES**

Le CONSEIL INTERAMÉRICAIN DE L'AGRICULTURE, à sa Douzième réunion ordinaire,

**CONSIDÉRANT :**

Que, à la Deuxième Réunion ministérielle sur l'agriculture et la vie rurale, tenue à Panama les 11 et 12 novembre 2003, les ministres ont reconnu l'importance de la biotechnologie agricole et son impact sur le commerce des marchandises, notamment en ce qui concerne les mouvements transfrontières des organismes vivants modifiés (OVM);

Que le Protocole de Cartagena sur la biosécurité (PCB) reconnaît que les pays parties et non parties peuvent parvenir à des ententes dans le but de se conformer aux normes régissant le commerce et le développement;

Que, à cet effet, la région a déployé des efforts visant à établir des partenariats stratégiques, notamment l'initiative mise en œuvre par les pays de l'Amérique centrale avec l'appui de l'IICA ainsi que les dialogues de haut niveau engagés par les pays du Cône Sud;

Que le Canada et les États-Unis d'Amérique (pays non parties au PCB) et le Mexique (pays partie au PCB) ont signé un document d'entente trilatéral, qui constitue l'une des premières initiatives mondiales issues de ce Protocole;

Que les ministres de l'Agriculture ont fait savoir qu'ils souhaitaient connaître le contenu de ce document,

**DÉCIDE :**

1. De charger l'IICA de convoquer les réunions nécessaires, en consultation avec ses États membres, afin d'analyser l'importance de la biotechnologie agricole et son impact sur le commerce et le développement.
2. De demander à l'IICA de diffuser à ses États membres le document d'entente trilatéral signé par les trois pays de l'Amérique du Nord en vue de faciliter les échanges commerciaux et les mouvements transfrontières des organismes vivants modifiés, afin que les États membres analysent la possibilité de mettre en place des mesures de ce type.
3. De créer un groupe de travail, formé de membres du personnel de l'IICA et d'États membres intéressés, chargé de mettre au point un plan relatif à la biotechnologie et à la biosécurité agricoles dans le Continent américain.
4. De demander instamment aux États membres de fournir à l'IICA les ressources additionnelles nécessaires pour réaliser les activités prévues dans la présente résolution.